

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 27 octobre 2023

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 23-524

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WEPA France

RN 60

ZI de TORVILLIERS

LA RIVIERE DE CORPS (10440)

Code AIOT : 0005702271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 juillet 2023 dans l'établissement WEPA France implanté RN 60 - ZI de TORVILLIERS à TORVILLIERS (10440). L'inspection a été annoncée le 19 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour principal objectif d'observer sur le terrain certaines modifications présentées dans le porter-à-connaissance du 31 mai 2022, afin de permettre la finalisation de son instruction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEPA France
- RN 60 ZI de TORVILLIERS 10440 Torvilliers
- Code AIOT : 0005702271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : 3610-b

La société WEPA France exploite sur son site de TORVILLIERS un établissement de fabrication de papier d'hygiène (mouchoir, papier d'essuyage, papier toilette, ...).

L'activité du site est couverte notamment par l'arrêté préfectoral n°01-1477A du 14 mai 2001 modifié, et est soumis à la directive IED pour son activité de fabrication de papier, sous la rubrique ICPE n°3610-b.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Instruction du porter-à-connaissance du 31/05/2022
- Rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Cuvette de rétention	Arrêté Préfectoral du 14/05/2001, article 4.4.1	/	Arrêté Préfectoral Complémentaire

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consigne de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/05/2015, article 10.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en avant des incertitudes concernant l'efficacité de certaines rétentions du site. Un projet de lettre de suite préfectorale est proposé à Madame la Préfète de l'Aube afin de rappeler à l'exploitant les attentes réglementaires sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuvette de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2001, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats :

<p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté la présence sur site, à l'extérieur des bâtiments, de plusieurs conteneurs GRV contenant un mélange d'eau et d'encre. Ces GRV ne disposent pas de rétention immédiate.</p> <p>En cas de fuite de l'un de ces GRV, l'exploitant déclare que les effluents ruissellent sur le sol en bitume pour être captés dans le réseau d'eaux pluviales de l'installation. Les effluents sont ensuite acheminés vers un des deux bassins de confinement de l'installation, que l'exploitant peut choisir d'isoler de l'extérieur par l'intermédiaire d'une vanne.</p> <p>Afin de vérifier l'efficacité de ce dispositif, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de simuler une fuite sur l'un des GRV associé à ce stockage d'encre. Suite à une confusion sur la demande, l'inspection des installations classées a été amenée à réaliser les constats suivants sur le second bassin de confinement (non associé à la rétention des cuves) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il a été nécessaire de faire appel à un membre du personnel pour obtenir les clés permettant d'accéder au bassin de confinement ; - ces clés ne sont pas nécessaires, dans la mesure où l'entrée de ces bassins peut être ouverte en brisant des scellés la maintenant fermée ; - l'opérateur n'était pas certain du caractère fermé ou ouvert de la vanne du bassin ; - la vanne semblait en état de fonctionnement (elle n'était pas grippée). <p>De retour dans les locaux administratifs de l'installation, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure tirée de son plan d'urgence interne visant le confinement des bassins ; - un plan des réseaux de l'installation montrant la connexion de la zone associée aux GRV avec l'un des bassins de confinement. <p>L'exploitant déclare que le stockage de ces GRV fait l'objet d'un projet en cours d'étude avec l'agence de l'eau.</p>
<p>Observations : De manière plus générale, les constats réalisés ci-dessus montrent que, même si tous les éléments censés garantir la rétention des eaux polluées sur l'installation semblent présents, l'efficacité de cette rétention demeure incertaine, même dans le cas où la vanne du bassin serait fermée par défaut (défaillance potentielle d'origine humaine, étanchéité du réseau...). A noter que ces possibles dysfonctionnements viennent du fait que les bassins de confinement sont normalement prévus pour intervenir de manière ponctuelle sur une pollution du réseau d'eaux pluviales, notamment en cas d'incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées propose par conséquent à Madame la Préfète de l'Aube de préciser la présente prescription en imposant une rétention de proximité aux stockages mobiles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Arrêté Préfectoral Complémentaire</p>

N° 2 : Consigne de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2015, article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédures</p>
<p>Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs, et l'isolement des bassins de confinement visés à l'article 5-2.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente à l'inspection des installations classées une procédure tirée de son plan d'urgence interne visant le confinement des bassins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

3) Instruction du porter-à-connaissance du 31 mai 2022

Présentation du porter-à-connaissance :

Le porter-à-connaissance déposé par l'exploitant vise :

- un projet d'installation d'une nouvelle ligne de conditionnement, nécessitant de passer son autorisation de transformation de papier et de carton au titre de la rubrique 2445-1 de 200 t/j à 240 t/j. A noter que la nouvelle ligne était déjà installée lors de la visite d'inspection du 27 juillet 2023 ;
- l'augmentation de ses VLE de rejets concernant ses eaux résiduaires pour le paramètre DCO (passage d'une concentration moyenne journalière de 400 à 600 mg/L), suite à l'installation d'un équipement plus performant de filtration dans le processus de recyclage de ses eaux résiduaires (le filtre concentre les polluants dans les eaux rejetées au bénéfice d'une partie des effluents qui peut être injectées de nouveau dans le process). L'exploitant demandait également à ce sujet une augmentation du débit de rejet instantané de ses eaux résiduaires. Par courriel du 14 mars 2023, celui-ci a déclaré qu'il s'agissait d'une erreur de sa part ;
- l'arrêt des tours aéroréfrigérantes de l'installation ;
- le retrait de la source radioactive de l'installation.

A noter que l'arrêt des tours aéroréfrigérantes et le retrait de la source radioactive ont déjà été instruits par l'inspection des installations classées, dans le rapport du 16 décembre 2022, en même temps que le porter-à-connaissance du 27 octobre 2022 relatif à la mise en place d'un stockage de GPL supplémentaire sur site. Ces modifications ont été actées par lettre préfectorale du 28 mars 2023 et ne seront donc pas traitées dans le présent rapport.

Analyse réglementaire :

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
- 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement (abrogé) ;*
- 3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Installation d'une nouvelle ligne de conditionnement :

Comme l'augmentation de production de 40 t/j dépasse en elle-même le seuil d'enregistrement défini pour la rubrique 2445-1 (fixé à 20 t/j), le projet rentre donc dans le cadre du cas par cas prévu par le point 1 de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement (« *b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement* »).

Conformément à l'article R.122-2.I du code de l'environnement, le projet a donc fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, en date du 01/08/2023, afin de déterminer s'il devait être soumis ou non à évaluation environnementale.

Cet examen au cas par cas a conduit à une décision de la Préfète de l'Aube de non soumission à évaluation environnementale, le 22 août 2023. Par conséquent, conformément à l'article R.181-46.I.3° du code de l'environnement, il est désormais nécessaire de déterminer si le projet "est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3" afin de conclure si ce dernier est substantiel ou non. L'analyse technique développée ci-dessous est réalisée dans ce contexte.

Augmentation des VLE de rejets :

L'article L.1331-10 du code de la santé publique dispose :

« Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. [...]

L'autorisation prévue au premier alinéa fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées dans le réseau est autorisée dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa. »

Toute modification des VLE accordée à l'exploitant se fera par conséquent sous réserve d'une autorisation du gestionnaire de réseau.

Analyse technique

Installation d'une nouvelle ligne de conditionnement :

En termes de risques chroniques, dans son porter-à-connaissance, l'exploitant déclare que :

- les nouvelles installations à venir n'auront pas de répercussions sur les consommations d'eau ;
- la nouvelle ligne ne présente pas d'impact sur les rejets atmosphériques ;
- la nouvelle ligne augmentera quelque peu la génération des déchets liés à la production mais dans le respect des quantités autorisées par les arrêtés en vigueur ;
- l'augmentation du trafic liée à l'arrivée de la nouvelle ligne ne sera pas significative ;
- l'installation de la nouvelle ligne sera effective dans un bâtiment déjà existant, n'entraînant ainsi aucun impact supplémentaire sur le volet paysager et aucune imperméabilisation supplémentaire.

En termes de risques accidentels, la nouvelle ligne est installée dans le bâtiment process déjà existant. Son principe de fonctionnement général ne diffère pas des autres lignes de transformation présentes dans l'installation. Par ailleurs, l'exploitant déclare que l'installation de cette ligne ne nécessite pas de stockage supplémentaire de produits combustibles par rapport aux volumes déjà autorisés. L'inspection des installations classées n'identifie donc pas d'augmentation substantielle du risque accidentel associé à l'installation de cette nouvelle ligne.

Augmentation des VLE de rejets :

Dans la mesure où l'exploitant demande uniquement une augmentation de la concentration en DCO (sans demander une augmentation de son flux), et dans la mesure où ses rejets se font vers une station d'épuration qui a pour vocation principale à traiter des macro-polluants (donc adaptée au

traitement de la DCO), l'inspection des installations classées n'identifie pas, à ce stade, d'impact potentiel de cette augmentation de concentration sur le milieu naturel.

Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées :

Installation d'une nouvelle ligne de conditionnement :

Considérant la modification comme étant non-substantielle, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Aube d'accepter la modification demandée.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport est rédigé en ce sens.

Le projet de lettre de suite préfectoral associé au présent rapport veillera à bien spécifier à l'exploitant l'acceptation de cette modification.

Augmentation des VLE de rejets :

Considérant la modification comme étant non-substantielle, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Aube d'accepter la modification demandée. Toutefois, cette autorisation ne pourra effectivement être mise en œuvre que sous réserve de l'acceptation de cette modification des effluents par le gestionnaire du réseau d'assainissement (TCM).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport est rédigé en ce sens.

Le projet de lettre de suite préfectoral associé au présent rapport veillera à bien spécifier à l'exploitant l'acceptation de cette modification.

Par ailleurs, le présent rapport sera transmis à TCM par l'inspection des installations classées afin de l'informer de cette situation.

Note sur la situation administrative de l'établissement :

Le dernier tableau des rubriques applicable à la société WEPA est celui de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°01-1477A du 14/05/2001.

Ce tableau a été modifié à plusieurs reprises. Sa dernière modification est portée par l'arrêté préfectoral n°04-2544, modifié lui-même par l'arrêté préfectoral n°PCICP2019053-0002 du 22/02/2019.

A ce tableau des rubriques s'ajoute, de manière répétitive, la rubrique n°2921-b associée aux tours aéroréfrigérantes (TAR) de l'établissement, portée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DDT-56-2016106-0002 du 15/04/2016. Cette rubrique est introduite par l'arrêté de façon auto-portante : elle ne repose pas sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n°01-1477A du 14/05/2001.

Afin de simplifier la situation concernant les rubriques applicables aux installations, l'inspection des installations classées propose d'abroger notamment :

- l'arrêté préfectoral n°DDT-56-2016106-0002 du 15/04/2016, qui introduit la rubrique associée aux TAR, l'arrêté ministériel de prescriptions générales associé, et abroge le récépissé de déclaration du 26/06/2007 ;

- le récépissé de déclaration du 26/06/2007 (pour assurer la continuité de l'abrogation instaurée dans l'APC du 15/04/2016) ;

- l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°01-1477A du 14/05/2001, porteur des rubriques applicables aux installations suite à diverses modifications.

L'inspection des installations classées propose d'introduire un nouveau tableau des rubriques, à jour, dans l'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

L'arrêté préfectoral complémentaire évoqué ci-dessus intégrera également les modifications actées par lettre préfectorale du 28/03/2023 (arrêt des tours aéroréfrigérantes, retrait de la source radioactive, mise en place d'un stockage de GPL supplémentaire sur site). Il abrogera ainsi l'APC du 04/07/2011 relatif à la source radioactive.